

Les offensives de 1915. Nécessité stratégique ou doctrine irresponsable ?

Auteur : LCL Porte



Cliché : ECPAD

De décembre 1914 à octobre 1915, la deuxième année de guerre est tout particulièrement meurtrière, alors que des Vosges aux plaines du Nord les lignes ne bougent finalement que de quelques centaines de mètres, au mieux de quelques kilomètres. Le bilan humain de l'année est en effet dramatique : près de 350.000 tués et un million de blessés et malades évacués. Les résultats immédiats semblent ne pas justifier un tel carnage, et à de telles pertes il faut nécessairement trouver des responsables. Certains contemporains, et après eux de nombreux historiens, ont considéré qu'il y avait là une tâche indélébile sur la carrière de Joffre et que le commandant en chef y avait définitivement fait la preuve de son incompétence. L'explication, abondamment reprise depuis les années 1920, est sans doute un peu courte. Essayons non pas de justifier, mais de comprendre.

La situation sur les fronts :

Avec la fin de la « sanglante mêlée des Flandres », l'ensemble de la ligne de front à l'ouest est désormais figée de la Suisse à la mer du Nord. Cette situation, qui constitue une surprise pour les états-majors, favorise en fait l'armée allemande. Celle-ci en effet se trouve en occupation dans les départements du Nord du Nord-est, sur des positions favorables généralement choisies à la fin de sa retraite et qu'il suffit en quelque sorte d'aménager pour les tenir à moindre coût dans la durée. Pour les Français, au contraire, installés dans les pentes et les plaines, l'heure reste à la reconquête des territoires perdus. Rapidement, les Allemands procèdent à d'importants travaux d'organisation du terrain et aménagent un puissant réseau défensif, progressivement développé sur plusieurs lignes, complété d'abris, de nids de mitrailleuses et de positions d'artillerie aux tirs repérés. C'est la naissance du « système tranchées », dont la croissance dans la profondeur et l'amélioration technique ne vont pas cesser.

Cette difficulté matérielle, dont l'ampleur est inattendue pour l'état-major français, se complique d'une forte contrainte interalliée. En effet, pour répondre aux pressantes demandes d'aide de leur allié austro-hongrois et devant l'insistance du général von Hindenburg, nouveau commandant en chef allemand au nord du front oriental, Falkenhayn doit totalement réviser les priorités de l'armée impériale. Etant dans l'incapacité de vaincre dans une lutte sur deux fronts et ayant échoué à écraser dans un premier temps l'armée française, il fait le choix, bien qu'il privilégie à titre personnel le front de France, de porter l'effort contre l'empire des tsars afin d'y obtenir un succès décisif : « Le premier but à atteindre est de conclure la paix avec la Russie ». Un nombre croissant de divisions allemandes présentes sur le front ouest et une partie importante des unités de nouvelle formation sont ainsi engagées contre la Russie entre

décembre 1914 et août 1915, pour atteindre 67 divisions au total.

Au bilan, l'empire allemand s'installe sur la défensive en France en dégarnissant légèrement ses lignes pour mieux mener les offensives désormais envisagées contre la Russie, ce qui risque (en considération des faiblesses structurelles et matérielles de l'armée russe) d'entraîner la dislocation de l'Entente par disparition de « l'allié de revers » et donc, à terme, de permettre au Reich de se retourner toutes forces réunies contre l'armée française. Par ailleurs, en termes de politique intérieure, les autorités politiques françaises (très mal informées par Joffre, il faut bien le dire) comprennent mal que les Allemands n'aient pas été repoussés davantage à la suite de la bataille de la Marne et n'admettent pas que l'armée française puisse rester l'arme au pied alors qu'une partie du territoire national, dont les grandes régions minières et industrielles, est occupé. Ainsi, c'est à l'aune de ces trois paramètres (caractéristiques du front, difficultés de l'allié russe, pression politique et médiatique intérieure) totalement différents, voire opposés, qu'il faut analyser les offensives de 1915.

Il existe enfin un facteur interne qu'il convient de ne pas négliger et dont Joffre se fait l'écho dans ses Mémoires : « Maintenir chez nos troupes l'esprit offensif et ne pas les laisser dans l'inaction ». Il faut voir là deux idées complémentaires. D'une part, l'inactivité sur le front de France est difficilement acceptable par le gouvernement et le parlement, comme l'exprime le président Poincaré qui s'étonne en début d'année 1915 qu'aucune initiative ne soit prise depuis plusieurs semaines. D'autre part, la vie pénible et déprimante dans les tranchées serait plus difficilement supportée dans la durée sans la perspective d'une victoire. Il ne s'agit pas là d'une « lubie » du commandant en chef, mais d'une certitude profondément ancrée parmi l'ensemble des élites civiles et militaires, et à laquelle il est difficile de nier toute réalité.

Les offensives de l'hiver 1914-1915 et du printemps 1915 :

Il faut tout d'abord distinguer les opérations d'intérêt local (Vosges, Argonne, Eparges, etc.), qui correspondent à la fameuse formule « Je les grignote », et les grandes offensives du printemps et de l'automne en Artois et en Champagne, qui reposent sur une analyse stratégique et répondent à des priorités à l'échelle du théâtre d'opérations. Pour le Grand Quartier Général, confronté à l'impossibilité de manœuvrer par les ailes, le choix des zones retenues pour ces grandes offensives est en grande partie imposé par le terrain lui-même. Au nord du front occidental, les Flandres sont en secteur britannique, débouchent directement sur la plaine belge et restent soumises à la menace de l'inondation ; au sud-est le massif vosgien puis la proximité de la *Moselstellung* constituent des obstacles difficilement surmontables et peu propices aux amples manœuvres. Percer les lignes ennemies dans l'Artois ou la Champagne, au relief moins difficile, offrirait par contre la possibilité de déboucher sur les arrières allemands tout en ayant l'avantage de réduire la hernie qui s'étend vers l'ouest dans la région de Soissons. En clair, attaquer dans ces deux secteurs d'Artois et de Champagne pourrait ramener au combat de manœuvre et, *a minima*, de menacer les axes de communication des Allemands tout en les contraignant à se replier largement du territoire national.

Les offensives de décembre 1914 en Artois visent essentiellement à s'emparer de la crête de Vimy, à rompre les lignes allemandes pour progresser dans la plaine et libérer le bassin minier. L'assaut est en particulier confié au 33^e CA du général Pétain qui, à la fin du mois, à la suite des échecs enregistrés, pose le principe d'un indispensable et massif renforcement de l'artillerie. Il apparaît en effet clairement que les Allemands ont fortifié tous les villages et jusqu'à la moindre ferme, rendant indispensable la multiplication des

batteries de différents types et de différents calibres. En février, c'est en Champagne que les Français reprennent les attaques, sans plus de succès.

Après l'échec des attaques du début de l'année, une grande offensive est programmée pour le mois de mai. Pétain, une nouvelle fois, est en charge de l'effort principal et il a pris soin de demander au général d'Urbal (10^e Armée) et à Foch (Groupe d'armées du Nord) d'importants renforcements en artillerie et en aviation. La préparation d'artillerie dure six jours, mais ses effets sont mitigés selon les secteurs. Lorsque les troupes montent à l'attaque le 9 mai au matin, les résultats sont tout aussi contrastés. Les Français ne parviennent pas à entamer les positions de Notre-Dame-de-Lorette, mais il apparaît dans la matinée que la division marocaine a franchi les premières lignes allemandes et pris pied sur la crête de Vimy. Son commandant, le général Blondat demande à 11h00 l'entrée en ligne des réserves pour élargir la percée qui se dessine : leurs premiers éléments n'arrivent qu'après 17h00 et elles ne peuvent être efficacement engagées que le lendemain. Il est trop tard. Très vite en effet, les Allemands acheminent des renforts qui viennent consolider la défense et les Français, soumis aux contre-attaques, doivent se replier. Relancée à plusieurs reprises jusqu'au 2 juillet, l'offensive est marquée par quelques succès locaux, mais les l'épuisement des hommes et le manque de munitions imposent le retour à un calme relatif sur ce secteur du front.

Enseignements :

Les récits, relativement peu nombreux en proportion de ce que l'on trouve plus tard dans la littérature de guerre, font déjà souvent référence au sacrifice inutile des fantassins. Ils sont pratiquement les premiers d'un genre qui connaîtra ensuite un fort développement :



Cliché : ECPAD

« Malgré le pourcentage stupéfiant des pertes, les généraux n'admettaient pas la régularité de leurs échecs ».

Ces témoignages sont à mettre en relation avec les illusions dont se berce le haut commandement et dont témoigne l'ordre du jour du général Joffre le 16 décembre :

« Depuis trois mois, les attaques violentes et désespérées des Allemands ont été impuissantes à nous rompre. Le moment est venu de profiter des faiblesses qu'ils accusent alors que nous sommes renforcés en hommes et en matériels ».

En substance, les Allemands s'affaiblissent et les Français se renforcent. C'est vrai, mais il convient de rester prudent car le différentiel est toujours en faveur de l'agresseur. Si une communication institutionnelle ou ordre du jour officiel suffisait pour multiplier les équipements et modifier les cadres de pensée, cela se saurait... Mais ces propos sont aussi à mettre en relation avec la compréhension de la situation qui est alors celle des élites. S'il est exact que l'armée de Guillaume II connaît elle-aussi une crise des munitions d'artillerie et donc quelques difficultés d'approvisionnement, celles-ci n'atteignent pas le niveau que les Français imaginent (par extrapolation de leur propre pénurie peut-être). Par ailleurs, alors que les fantassins français montent à l'assaut à

partir de tranchées de première ligne parfois à peine tracées et encore moins aménagées, ils se heurtent à des défenses allemandes beaucoup plus élaborées qu'ils ne l'imaginaient. La mauvaise disposition initiale des réserves, trop éloignées, et les limites d'emploi de l'artillerie, dont les obus sont comptés après quelques jours, expliquent en grande partie l'échec final qui n'était pas pour autant écrit à la veille de l'attaque. Le succès entre-aperçu le 9 mai semble bien indiquer que la percée est objectivement possible, mais de Castelnau écrit : « Il faut donc s'attendre à des actions lentes, longues et continues. C'est la guerre d'usure, avec toutes ses péripéties et toutes ses tristesses et toutes ses impatiences qu'il est nécessaire de dompter pour ne pas multiplier d'inutiles holocaustes ».

De nouvelles techniques sont expérimentées ou mises en œuvre, comme les tirs directs de l'artillerie (en particulier le 75) contre les réseaux de barbelés. De même, des officiers de liaison de l'artillerie progressent désormais avec leurs camarades de l'infanterie pour renforcer la coopération entre les armes.

Pour résoudre partiellement ces déficits, les fabrications de guerre sont activement poussées, de nouveaux plans d'équipement décidés, et le décret du 5 août 1915 subordonne enfin les places fortes au commandant en chef des armées en campagne, alors que depuis le début de la guerre les centaines de milliers d'hommes, les dizaines de milliers de canons et les énormes stocks qui y sont enfermés restent placés sous les ordres du ministre. Il est ainsi possible, même si certains matériels sont plus anciens ou si les hommes peuvent appartenir à des classes plus âgées, d'accroître le potentiel offensif des armées qui doivent être engagées dans les prochaines opérations.

Contraintes intérieures et internationales :

Parmi les contraintes intérieures qui poussent au déclenchement de ces offensives figure la nécessité (ou au moins ressentie comme telle) de reconquérir les riches gisements de la région entre Lens et Arras, considérés comme indispensables au développement de l'industrie de guerre, en pleine croissance alors que la France manque de charbon. Certains, comme Augagneur, qui se révéleront au cours des mois suivant des critiques et adversaires résolus de Joffre, n'hésitent pas à se plaindre alors de « la longue attente imposée par Joffre ».

Au plan international, il s'agit de soulager l'allié russe en difficulté en Pologne, mais aussi de rassurer les Italiens sur le point d'entrer en guerre aux côtés des Alliés et même de convaincre les Bulgares, dont on espère le rapprochement. Tenter de profiter d'une diminution de la densité des unités allemandes à l'Ouest pour aider la Russie tout en ayant une chance de percer était-il, dans le contexte de l'époque, si absurde ?

Les offensives de l'automne 1915 :

Pour préparer l'offensive d'automne, le GQG concentre sur un front d'un peu moins de trente kilomètres, en Champagne, les 2^e (Pétain) et 4^e (de Langle) Armées, appuyées par plus d'un millier de canons, dont la moitié de pièces lourdes. L'attaque franco-britannique parallèle, projetée en Artois, est conçue une offensive secondaire qui immobilisera des troupes allemandes tout en essayant elle aussi de percer. Les préparatifs d'attaque impressionnent les témoins qui racontent l'ampleur des travaux d'aménagement du terrain et l'importance des stocks constitués. L'ordre du jour de Joffre résonne des mêmes échos que celui du mois de décembre précédent, mais cette fois les faits semblent lui donner raison :

« Après des mois d'attente qui nous ont permis d'augmenter nos forces et nos

ressources, tandis que l'adversaire usait les siennes, l'heure est venue d'attaquer pour vaincre ».

Le 25 septembre, la première journée de combats semble confirmer cet espoir puisque les lignes allemandes sont entamées sur plusieurs kilomètres et que les divisions allemandes sont bousculées, au point que le général von Einem, commandant la 3^e Armée, sollicite même du haut commandement l'autorisation de se replier rapidement. Von Falkenhayn refuse, ordonne de ne plus céder un pouce de terrain et fait acheminer des renforts dans l'urgence. Bloquées devant la deuxième ligne installée à contre-pente, pressées à l'arrière par les réserves qui cette fois suivent au plus près, les divisions françaises renouvellent leurs attaques sans soutien d'artillerie et subissent le feu des mitrailleuses ennemies. Après trois jours d'assauts infructueux, il faut se résoudre à suspendre l'offensive pour réorganiser le dispositif et reprendre le pilonnage des tranchées et des barbelés allemands, lorsque survient l'épisode célèbre de la tranchée des Tantes, quasi-phénomène d'hallucination collective. Dans la nuit du 28 au 29 septembre et pendant toute la matinée du 29, sur la base d'une information erronée, le commandement local est persuadé que la percée a été réussie, prévient le GQG de ce succès, et pousse des troupes fraîches vers l'avant, sans autre résultat que d'accroître les pertes. Suspendue pendant une semaine, l'offensive est reprise le 6 octobre, sans plus de succès et Joffre ordonne son arrêt le soir même. Dans le nord, les résultats sont encore plus modestes puisque les Franco-Britanniques ont à peine dépassé la première ligne allemande. Les combats y cessent, provisoirement, à la mi-octobre.

Les leçons et conséquences :

C'est dans le domaine de l'armement que les conséquences sont les plus visibles. La guerre de position, qu'il s'agisse de défendre ou d'attaquer une position, se

traduit par un développement exponentiel de l'artillerie, en nombre de pièces, diversité des calibres et tonnage des munitions consommées. L'artillerie lourde connaît un formidable développement, grâce aux matériels anciens récupérés dans les places fortes mais aussi désormais grâce aux pièces neuves progressivement mises en service qui viennent compléter les canons plus ou moins « bricolés » pour être utilisées en campagne de l'artillerie de siège. Au contact, l'artillerie de tranchée forme désormais une subdivision à part, pour les Allemands avec les *Minenwerfer* comme pour les Français (plus lentement) avec le *crapouillot*, dont les premières commandes importantes interviennent en mai 1915. Au contact, les mitrailleuses représentent l'arme la plus redoutable pour les fantassins, et leur nombre ne cesse d'augmenter de part et d'autre, tandis que l'emploi des grenades, désormais livrées en abondance, est systématisé.

Si la percée n'a pas été réussie, des résultats réels ont été obtenus (nombre de prisonniers, armes et canons pris, points particuliers du terrain occupés, etc.). Toutefois, les rectifications mineures du front qui ont pu être obtenues, bien que non négligeables dans la perspectives des prochaines opérations, sont à mettre en parallèle des pertes consenties, même si les Allemands pour leur part ont perdu l'équivalent de trois corps d'armée dans ces combats et ont été dans l'obligation de retirer plusieurs divisions du front oriental.

Les offensives de 1915 confirment enfin l'idée que Joffre exprime depuis plusieurs mois : dans une guerre de cette ampleur, à l'échelle continentale, il est au minimum indispensable de coordonner l'action des différents Alliés, et si possible de parvenir à une forme de commandement unique. Il faudra plus de deux ans encore pour qu'il devienne ne réalité, mais la conférence de Chantilly en décembre en constitue une première étape.

Finalemment, pourquoi ces offensives ?

« L'apparition » de la guerre des tranchées à l'automne 1914 est une explication insuffisante pour comprendre qu'en 1915, malgré les échecs successifs, les offensives aient été relancées systématiquement, car ses principes comme leur réalisation sont bien connus, même s'ils sont difficilement acceptés. Ce qui fait la différence est son caractère total, systématique, développé jusqu'à l'outrance qui fixe, qui gèle littéralement le front occidental en interdisant toute manœuvre de la Suisse à la mer du Nord. Si les Allemands, qui s'installent durablement en défensive, peuvent s'en satisfaire, il n'en est pas de même pour les Français, et dans une moindre mesure les Britanniques, pour lesquels l'offensive est (logiquement) indispensable afin de pouvoir repousser l'occupant.

Ni les généraux qui donnent les ordres, ni les responsables politiques qui souvent les inspirent, ni les publicistes qui relatent de manière excessive les événements dans leurs colonnes, ne sont des vampires désireux de faire couler le sang des soldats français, souvent de leurs propres enfants. De façon encore largement partagée, dans la société de 1915, et donc dans la société militaire, l'importance des valeurs et des principes dépasse de beaucoup le souci immédiat de la préservation des vies humaines. Puisque l'opinion généralement partagée considère que des nécessités stratégiques nationales et internationales exigent le déclenchement et le renouvellement de ces offensives, personne ne conteste publiquement ni la nécessité des attaques, ni les ordres reçus. Les meilleurs généraux s'efforcent d'organiser méthodiquement et dans le détail la complémentarité des armes mises à leur disposition pour limiter autant que possible des pertes que chacun sait devoir être importantes, mais toujours avec le souci de remplir la mission fixée. Le général Fayolle, souvent très critique dans ses *Cahiers*

secrets, n'en poursuit pas moins activement la préparation des offensives auxquelles son armée doit participer. Durant cette période, les moyens matériels sont encore insuffisants, en particulier en artillerie et surtout en obus, et l'élan donné au printemps à l'augmentation des moyens motorisés (avions et camions) n'a pas encore produit tous ses effets : les poitrines des fantassins restent les premières « armes ».

Enfin, en 1915 (même si la situation s'améliore lentement au cours de l'année), les directives diffusées depuis l'hiver par le GQG n'ont pas été prises en compte dans les unités par déficit de périodes d'instruction : on voit encore des bataillons et régiments sortir groupés des tranchées, chef de corps en tête et drapeau au vent... Rappelons que ces dispositifs d'attaque ne peuvent pas être imputés au GQG, dont les instructions sont explicites, mais relèvent de la responsabilité du commandement de contact.

Pour conclure, nul ne saurait remettre en question l'ampleur des pertes acceptées pour prix des offensives de 1915. Il est légitime, a posteriori, de les trouver objectivement beaucoup trop élevées par rapport aux résultats immédiats obtenus. Mais il faut aussi reconnaître que la percée n'était pas absolument impossible d'une part et que des résultats stratégiques sont obtenus. Faut-il, dès lors, juger mai ou septembre 1915 à l'aune de ce que l'on pouvait en dire en juillet ou en novembre ? Ou peut-on, aussi, rechercher en amont les conditions qui expliquent, dans le contexte du moment, que ces décisions aient été prises ?